

« CE QUI FONDE LA DÉMOCRATIE »

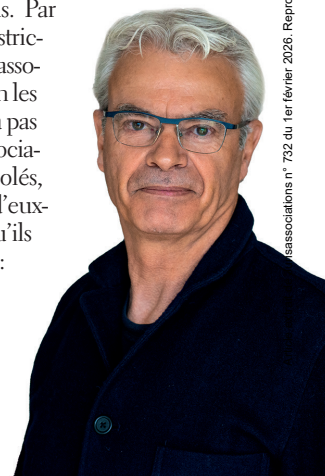
À l'heure où la démocratie vacille, il est urgent de retrouver ses racines, son origine et finalement ce qui la fonde pour mieux la refonder. Dans la cité grecque, les citoyens se considèrent comme des associés se soumettant aux mêmes règles, à égalité de droits et de devoirs civiques et politiques (*isonomia*). Partant de cette relation, ils inventent la démocratie, qui leur paraît le régime politique le plus à même de la préserver et de la gouverner. Tout empreint de cette tradition, Rousseau estimera à son tour que, sans le préalable de l'association, le contrat social est un « contrat de dupes ». Un siècle plus tard, Pierre Leroux, penseur et acteur de la révolution de 1848 dite « associationniste », proposera que l'on stabilise enfin la devise républicaine dans la formule trinitaire : Liberté, Égalité, Association. Le christianisme social alors dominant lui préférera la symbolique biblique de la fraternité. Ce bref rappel pour souligner que la démocratie est d'abord un régime du lien social autour de ces valeurs avant d'être un régime politique et que l'association en est constitutive, pour ne pas dire constituante.

Aujourd'hui, nous vivons une nouvelle révolution de l'égalité. Égalité subjective – celle des sujets – qui contraste avec les inégalités objectives – des conditions sociales – d'autant plus durement ressenties par les classes populaires qui s'estiment collectivement et personnellement peu considérées. Cette révolution quasi anthropologique, si l'on songe par exemple aux rapports de genre, entraîne ainsi à sa périphérie réaction, radicalisation et contre-révolution.

La situation des associations reflète en partie cette ligne de partage en même temps que sa possible remédiation. La dernière livraison de « La France associative en mouvement » (Recherches & Solidarités, 23^e éd., oct. 2025, JA 2025, n° 726, p. 42) montre que l'associativité via la création de nouvelles associations atteint l'un de ses sommets historiques

avec près de 75 000 créations entre 2024 et 2025, en dépit de la baisse des financements publics qui pèse sur la vie associative. Mais aussi que cette montée en puissance associative échoue à réduire la fracture sociale et le faible engagement des catégories populaires, qui restent trop souvent isolées et marginalisées. Il y a là un défi central pour le monde associatif : celui de sa montée en généralité pour prévenir des périls qui guettent les démocraties. Un monde dans lequel préside l'association est rarement celui de la radicalité, des extrémités et de la verticalité autoritaire. Pour preuve, les corps intermédiaires, et tout particulièrement les libres associations, sont toujours les cibles prioritaires des gouvernements illibéraux.

Les prochaines élections municipales de mars fournissent une très bonne occasion d'élargir l'associativité à partir du bien commun. La proximité est de plus en plus marquée entre associatifs et élus locaux dont 80 % sont de purs bénévoles, notamment autour du rapport à l'État, de l'animation de la cité, de la mobilisation citoyenne et de la production des communs. Par temps de turbulences et de restrictions budgétaires, communes et associations ont de plus en plus besoin les unes des autres. Mais il ne suffira pas de vanter les vertus de la vie associative. Il faudra aller chercher les isolés, ceux qui doutent de tout et d'eux-mêmes et les convaincre qu'ils peuvent tous apporter l'essentiel : ce lien social et associatif qui fait la démocratie du quotidien. Pour refonder une démocratie politique pleine et entière qui semble avoir perdu le chemin de la société civile. ■



BIO EXPRESS

ROGER
SUE

Auteur de *Pourquoi sommes-nous si mal représentés ? Le réveil citoyen*,
Les Liens qui libèrent
Président du comité d'experts de Recherches & Solidarités
Administrateur du Mouvement associatif et de La Fonda

2024
depuis 2008
depuis 1997

SOCIOLOGUE, PROFESSEUR ÉMÉRITE À L'UNIVERSITÉ
PARIS-CITÉ ET CHERCHEUR AU CERLIS-CNRS